Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/07/2024



République française

Département de Vaucluse - Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 27 juin 2024

2024/....

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-sept juin, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice: 55

Présents: 35 Suffrages exprimés : 51 Absents: 20 - dont POUR: 51 Absents AVEC pouvoir 16 - dont CONTRE: 0 Absents SANS pouvoir 4 Nombre d'abstention(s): 0

# Etaient présents : M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth Mme GREGOIRE Sylvie M. PETTAVINO Jean-Pierre Mme ANGELETTI Frédérique M. JUNIK Pascal M. PEYRARD Jean-Pierre Mme BASSANELLI Magali M. JUSTINESY Gérard Mme PIERI Julia M. BATOUX Philippe M. KITAEFF Richard Mme PONTET Annie M. BOREL Félix M. LE FAOU Michel M. RIVET Jean-Philippe M. CARLIER Roland M. LIBERATO Fabrice M. ROUSSET André Mme CATALANO-LLORDES Gaétane M. MASSIP Frédéric Mme ROUX Isabelle Mme DAUPHIN Mathilde Mme MILESI Véronique M. SEBBAH Didier M. DECHER Martine Mme MONFRIN Marie-Josée M. SILVESTRE Claude M. DERRIVE Eric M. MOUNIER Christian M. SINTES Patrick M. GERAULT Jean-Pierre Mme NALLET Christine Mme GIRARD Nicole M. NOUVEAU Michel

#### Absents excusés ayant donné pouvoir :

M ATTARD Alain Mme AUDIBERT Danielle Mme BLANCHET Fabienne M. BOURSE Etienne Mme BUCHACA Sophie Mme CLEMENT Marie-Hélène M. COURTECUISSE Patrick Mme CRESP Delphine Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérésa Mme JEAN Amélie

Mme LION-PESQUIES Christine Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse

Mme PAIGNON Laurence M. SELLES Jean-Michel Mme STELLA Aurore M. VOURET Eric

### Absents excusés:

Mme ARAGONES Claire

ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre ayant donné pouvoir à M. JUSTINESY Gérard ayant donné pouvoir à M. PEYRARD Jean-Pierre ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe ayant donné pouvoir à M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme PONTET Annie ayant donné pouvoir à Mme GREGOIRE Sylvie ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine ayant donné pouvoir à M. MASSIP Frédéric ayant donné pouvoir à M. LIBERATO Fabrice

## <u>Absents non-excusés</u>:

Mme MACK Marie-Thérèse Mme MARIANI-RENOUX Séverine Mme PALACIO Céline

### Secrétaire de séance :

Mme DAUPHIN Mathilde est désignée Secrétaire de cette séance



République française Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 27 juin 2024

2024/....

N° 2024-114

<u>GEMAPI</u> – Signature de l'avenant n°3 à la convention de délégation de compétence avec le SMAVD

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5721-1;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020;
- Vu les statuts en vigueur du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD);
- Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019/66 en date du 20 juin 2019 relative à l'approbation de la convention de délégation de compétences avec le SMAVD;
- Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2021/73 en date du 27 mai 2021 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence entre LMV et le SMAVD;
- Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2022/165 en date du 8 décembre 2022 relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence entre LMV et le SMAVD;
- Vu l'avis du bureau communautaire en date du 13 juin 2024.

LMV Agglomération est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) sur la partie de son territoire inclus dans le bassin versant de la Durance depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le SMAVD a pour compétences de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale qui le composent.

Il est également chargé de participer à la cohérence de l'action publique, à l'échelle du bassin versant de la Durance, en menant toute action permettant de coordonner et de faciliter l'exercice des compétences tant par ses membres que par d'autres opérateurs publics ou privés, visant à :

- La prévention des inondations, y compris la réduction de la vulnérabilité et la gestion de crises ;
- La gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- La préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des milieux naturels associés.

Ainsi, LMV Agglomération a confié au SMAVD, par délégation, l'exercice de certaines de ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

Cette délégation s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 213-12 du Code de l'Environnement et a fait l'objet d'une convention signée le 14 août 2019 qui fixe les principes et modalités de l'intervention du SMAVD pour l'établissement, la conservation, l'entretien de ces ouvrages ainsi que pour leur surveillance et leur exploitation.

Par avenant n°1 à la convention initiale, signé le 7 juin 2021, le coût des études et des travaux de la tranche 3 pour la restructuration des digues de Lauris a été actualisé suite aux études d'Avant-Projet.

Par avenant n°2 à la convention initiale, signé le 8 décembre 2022, l'actualisation du coût des études et des travaux a été prise en compte pour les opérations suivantes :

- 1. Travaux sur les digues de Lauris ;
- 2. Autorisation du système d'endiguement de Lauris ;



République française Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 27 juin 2024

2024/....

- 3. Autorisation du système d'endiguement des Busques à Cheval-Blanc ;
- 4. Actualisation du coût de la délégation.

Une nouvelle modification de la convention est proposée. Elle concerne le système d'endiguement de Cheval-Blanc / Cavaillon, dont les études ont conclu à la nécessité de réaliser des travaux préalables de dévoiement des réseaux d'éclairage dans des secteurs où ceux-ci sont situés sur l'emprise des travaux de restructuration.

LMV souhaite que le SMAVD porte la maîtrise d'œuvre associée à ces travaux de dévoiement des réseaux d'éclairage. Le montant de cette mission de maîtrise d'œuvre est estimé à 20 000 € HT.

Dans ce cadre, il est donc nécessaire d'établir un avenant n°3 à la convention de délégation qui a été signée le 14 août 2019 entre la Communauté d'agglomération LMV et le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance et qui a déjà fait l'objet de deux avenants en 2021 et en 2022.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE l'avenant n°3 à la convention de délégation de compétence avec le SMAVD ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document et acte se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

La Secrétaire de séance,

Mathilde DAUPHIN

Cavaillon, le 1er juillet 2024

Le Président,

Gérard DAUDET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

